

L'écodéveloppement comme fondement d'une économie politique du développement soutenable*

Eric BERR

Université Montesquieu-Bordeaux IV, GREThA (UMR CNRS 5113)

Résumé : Si le développement soutenable est aujourd'hui un mot d'ordre unanimement accepté, la version « faible » de ce concept, telle qu'elle a été présentée par le rapport Brundtland, en a appauvri la portée. Dès lors, à partir d'un retour à la philosophie de l'écodéveloppement popularisée par Ignacy Sachs, nous présentons l'ébauche d'un développement soutenable reposant sur une approche en termes d'économie politique.

Mots-clés : Ecodéveloppement, Développement soutenable, Ignacy Sachs, Economie politique

Le développement durable (ou soutenable)⁵ est aujourd'hui un mot d'ordre unanimement accepté. Il est à la base de nombreuses politiques économiques, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et sert de feuille de route aux institutions internationales. Ce concept a été popularisé dans les années 1980, notamment par l'intermédiaire du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED) (1987) – le fameux rapport Brundtland – qui en donne la définition suivante, communément admise aujourd'hui : « *le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (CMED, 1987, p. 51). Derrière cette unanimité de façade se cachent toutefois des approches très différentes qui se sont opposées au cours des quarante dernières années. Les liaisons dangereuses entretenues par l'approche « officielle »⁶ – celle issue du rapport Brundtland – avec la théorie néoclassique nous font cependant douter de la capacité de cette approche à prendre la mesure du plus grand défi du

* L'auteur tient à remercier les rapporteurs pour leurs remarques et suggestions. Il demeure bien évidemment seul responsable des insuffisances de ce texte.

⁵ Même si l'usage a conduit à utiliser le terme « durable », nous pensons que « soutenable », en mettant en avant les limites de la planète, est une meilleure traduction du terme anglais « sustainable » que « durable », beaucoup plus ambigu à nos yeux car conduisant à s'interroger sur ce qui doit durer. Voir également la critique formulée par Rist (2013) à l'égard du « développement durable ».

⁶ Par liaisons dangereuses, nous entendons que le développement durable tel qu'il a été promu par le rapport Brundtland, en renouant avec la vision néo-classique, tend à réduire la portée globale de ce concept, voire à le vider de sa substance en le limitant à une croissance durable, ce que confirme le rapport lui-même : « *aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et « environnementalement » soutenable* » (CMED, 1987, p. 23).

21^{ème} siècle, qui consiste à promouvoir des modes de développement qui soient socialement équitables, écologiquement soutenables et économiquement viables. Nous pensons que ce défi nécessite de recourir à une approche revisitant la notion même de développement afin de l'articuler avec des considérations environnementales. C'est ce qui a été tenté par l'écodéveloppement dans les années 1970-1980, et qui doit être poursuivi aujourd'hui.

Ainsi, après avoir retracé l'histoire contemporaine du développement soutenable et les raisons qui ont mené à la « victoire » de la vision de la CMED (1), notre objectif est de montrer que l'écodéveloppement, qui fut une philosophie du développement porteuse d'espoir dans les années 1970 (2), demeure pertinent, bien qu'ayant été marginalisé au profit du concept de développement durable, et doit servir de base à l'élaboration d'une économie politique du développement soutenable⁷, c'est-à-dire, en paraphrasant Ignacy Sachs, d'une éco-socio-économie (3).

Une brève histoire contemporaine du développement soutenable⁸

C'est à la fin des années 1960 que l'on assiste à un intérêt croissant envers les questions environnementales. Ainsi, les travaux du Club de Rome, qui aboutiront à la publication en 1972 du rapport Meadows (Meadows et *al.*, 1972), mettent en évidence les conséquences écologiques du modèle occidental de développement et montrent pour la première fois qu'il existe des limites naturelles à la croissance économique. Ce rapport, qui analyse cinq variables – la technologie, la population, l'alimentation, les ressources naturelles et l'environnement –, conclut que, pour empêcher le système mondial de s'effondrer à l'horizon 2000, il faut stopper l'accroissement de la population et la croissance économique. Cette même année, la première conférence des Nations unies sur l'environnement humain, qui se déroule à Stockholm, inscrit définitivement l'environnement à l'ordre du jour de la communauté internationale⁹. Elle incite les pays en développement à explorer d'autres modes de croissance et va donner naissance à la notion d'écodéveloppement (Sachs, 1980, 1997) qui met en avant des principes tels que l'équité, la minimisation des atteintes aux systèmes naturels, le respect des cultures ou encore la planification

⁷ Par cette expression, nous entendons (re)mettre en avant les aspects politiques du développement soutenable là où l'analyse néo-classique avait réduit celui-ci à une simple approche en termes de calcul coût-bénéfice.

⁸ Voir aussi Vivien (2003) et Rist (2013).

⁹ Le rapport préparatoire élaboré par Ward et Dubos (1972) exercera une forte influence sur les travaux de la conférence de Stockholm. Il démontre que l'environnement est une dimension incontournable du processus de développement. Il note aussi que, dans le cas des pays en développement, « la pire de toutes les pollutions, c'est la misère », montrant ainsi que les aspects sociaux et environnementaux du développement ne peuvent être traités séparément, idée qui sera reprise par l'écodéveloppement. Dans le même ordre d'idée, Goldsmith et Allen (1972) notent qu'une société stable, c'est-à-dire indéfiniment soutenable et permettant la satisfaction des besoins de l'ensemble de ses membres, suppose un minimum d'atteintes à l'environnement, l'utilisation parcimonieuse des matières premières et de l'énergie, une population stable et une société dans laquelle chacun peut s'épanouir tout en respectant les trois conditions précédentes.

socio-économique. La déclaration de Cocoyoc (1974) fait franchir une étape supplémentaire dans la prise de conscience de la difficulté de satisfaire durablement les besoins humains dans un environnement soumis à de nombreuses pressions et, en approfondissant le concept d'écodéveloppement, appelle à des solutions plus radicales. Cette déclaration, qui est le résultat des réflexions menées lors d'un colloque d'experts organisé à Cocoyoc (Mexique) par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), avance notamment que : (i) le problème, à ce jour, n'est pas principalement celui de la pénurie physique absolue, mais celui d'une mauvaise répartition et d'une mauvaise utilisation sur le plan économique et social ; (ii) la tâche des hommes d'État est de guider les nations vers un nouveau système plus à même de respecter les « limites intérieures » des besoins humains de base, pour tous, et de le faire sans violer les « limites extérieures » des ressources et de l'environnement de la planète ; (iii) les êtres humains ont des besoins fondamentaux : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation. Tout processus de croissance qui n'amène pas leur satisfaction – ou, pire encore, qui la contrarie – est un travestissement de l'idée de développement ; (iv) nous avons tous besoin d'une redéfinition de nos objectifs, de nouvelles stratégies de développement, de nouveaux modes de vie, et notamment, parmi les riches, de modes de consommation plus modestes (PNUE, 2002, p. 7 ; PNUE-CNUCED, 1974).

Cette déclaration, qui est la plus radicale que les Nations unies aient jamais concoctée sur ce sujet, suscitera de nombreuses réactions. Demander de lutter contre le sous-développement en arrêtant le surdéveloppement des riches, inciter les pays en développement à s'appuyer sur leurs propres forces, à prendre confiance en eux et apprendre à ne plus être dépendants des pays riches – ce que traduit la notion de *self reliance* – provoquent un grand enthousiasme qui sera prolongé par le rapport de la Fondation Dag Hammarskjöld (1975) et la création de la Fondation internationale pour un autre développement (Fipad)¹⁰.

Mais cette déclaration va également susciter l'ire de l'administration des Etats-Unis qui, par l'intermédiaire de son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, tancera vertement le secrétariat général des Nations unies et, dans ce qui s'apparente à un rappel à l'ordre, conseille au PNUE de se consacrer uniquement à la question de la dépollution (Sachs, 2007, p. 264).

Ainsi, on va assister, progressivement et parallèlement à l'avènement du néolibéralisme, à la marginalisation de l'écodéveloppement au profit du développement

¹⁰ Ce qui est devenu la Fipad avait commencé en 1971 avec le Symposium de Founex sur le développement et l'environnement, première étape d'un chemin marqué ensuite par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de Stockholm (1972), le Séminaire de Cocoyoc (1974) sur des modèles alternatifs d'utilisation des ressources et le Rapport Dag Hammarskjöld (1975). Légalement, la fondation a été établie en 1976 et dissoute en 1995. L'ensemble des dossiers publiés par la Fipad est disponible sur le site de la Fondation Dag Hammarskjöld : <http://www.dhf.uu.se/ifda/>.

soutenable. Mais, derrière la définition fournie par le rapport Brundtland, deux visions du développement soutenable s'opposent. La première est d'inspiration néo-classique et fonde la soutenabilité faible. Au niveau microéconomique, elle vise à valoriser monétairement les éléments naturels afin de les intégrer dans un calcul coûts-bénéfices. Au niveau macroéconomique, il s'agit, dans la lignée du modèle de Solow, de fournir des fondements théoriques à l'argument d'ordre empirique concernant une relation vertueuse entre croissance économique et qualité environnementale qui est à la base de la courbe environnementale de Kuznets. Il s'agit également de formuler une « règle de soutenabilité » assurant le maintien de la valeur par tête du stock total de capital de la société en postulant une parfaite substituabilité entre les différentes formes de capital (physique, humain, naturel). Le sommet de la terre de Rio en 1992, avec l'adoption de l'agenda 21, et le sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 vont confirmer cette approche¹¹. De la même façon, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) promus par les Nations unies en 2000 traduisent la vision (faible) du développement soutenable défendue par les institutions internationales qui continuent de privilégier une approche économique inspirée du sinistre consensus de Washington, fruit de la contre-réforme néo-libérale des années 1980-1990¹².

La seconde approche, fondant une soutenabilité forte, est moins centrée sur les seuls aspects économiques et propose une approche plus radicale. Ainsi, la soutenabilité écologique postule le maintien d'un stock de capital naturel dit critique et rejette donc le principe de substituabilité des facteurs de production au profit de leur complémentarité. Elle s'oppose à la valorisation monétaire des éléments naturels et œuvre à la construction d'une nouvelle économie du bien-être fondée sur des valeurs « éthiques » ainsi qu'à la recherche d'une nouvelle mesure de la richesse. La soutenabilité sociale recouvre la mise en œuvre d'un processus de développement combinant un niveau acceptable d'homogénéité sociale, une répartition équitable des revenus, le plein emploi ainsi qu'un accès équitable aux services sociaux. La soutenabilité économique dépend d'une répartition et d'une gestion des ressources plus efficaces mais aussi d'un flux constant d'investissements, tant privés que publics, destinés à moderniser l'appareil de production afin d'économiser les

¹¹ Vivien (2005, p. 23) note que, même si elle intègre le principe de précaution, la déclaration de Rio, qui entend pourtant prolonger la déclaration de Stockholm, semble plutôt traduire un recul ou, à tout le moins, une autre orientation. En effet, la question démographique apparaît moins préoccupante, les références à la nature et à l'épuisement des ressources naturelles ont presque disparu tandis qu'il n'est plus question de recourir à la planification pour concilier divers objectifs.

¹² Si l'objectif n°7 *Assurer un environnement durable* prône d'intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et d'inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales, l'objectif n°8 *Mettre en place un partenariat mondial pour le développement* stipule que cela passe par la poursuite de la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire, ce qui suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international. En résumé, le développement durable doit être soutenu par des politiques inspirées du consensus de Washington.

ressources naturelles et la peine des êtres humains. Elle suppose aussi une certaine autonomie en matière de recherches scientifiques et technologiques et passe par une intégration au marché international qui se fasse dans le respect des souverainetés nationales (Sachs, 1997).

Si le développement soutenable, au moins dans sa version faible, paraît avoir éclipsé l'écodéveloppement, la crise actuelle et les critiques de plus en plus nombreuses qui s'abattent sur les politiques néo-libérales conduisent à penser que les réflexions hétérodoxes, l'écodéveloppement en particulier, sont, aujourd'hui encore plus qu'hier, d'actualité.

L'écodéveloppement : une philosophie « hétérodoxe » du développement soutenable¹³

Le terme d'écodéveloppement a été formulé pour la première fois en 1972 par Maurice Strong, qui était le secrétaire général de la conférence de Stockholm. Il servira de référence au PNUE au cours des années 1970 avant d'être marginalisé et supplanté dans les années 1980 par le concept de développement soutenable, entendu dans son acception faible par les institutions internationales. Ce rejet s'explique par le fait que l'écodéveloppement, comme on a pu le constater avec la déclaration de Cocoyoc en 1974, propose un projet radical qui entend rompre avec l'optique libérale qui revient en grâce dans les années 1970 et qui « triomphera » dans les années 1980-1990. Mais c'est la crainte qu'il puisse donner lieu à une modification des rapports de force au sein de ce que Fernand Braudel appelait « l'économie monde », et en particulier à une émancipation des pays du Tiers monde, qui va entraîner la « défaite » (provisoire ?) de l'écodéveloppement.

L'écodéveloppement a été théorisé par Ignacy Sachs¹⁴, qui fut le secrétaire de Maurice Strong lors des conférences de Stockholm et de Rio. De nombreux débats ont d'ailleurs eu lieu au sein de la Fipad, sous la direction de Marc Nerfin, débats donnant lieu à de nombreux travaux qui ont permis d'enrichir ce concept¹⁵. Notons toutefois que la pensée de Sachs doit beaucoup, comme il le reconnaît lui-même dans son autobiographie (Sachs, 2007), à Michal Kalecki, dont il fut un proche

¹³ Cette partie doit beaucoup aux discussions que l'auteur a eues avec Ignacy Sachs, qu'il tient à remercier chaleureusement.

¹⁴ Voir en particulier Sachs (1977, 1980, 1989, 1997), Comelgau et Sachs (2000).

¹⁵ Nerfin (1986) va, par exemple, mettre en avant le concept de Tiers système qui n'est pas sans rappeler celui de *self-reliance*. Pour lui, « *contrastant avec le pouvoir gouvernemental - le Prince - et le pouvoir économique - le Marchand - il y a un pouvoir immédiat et autonome, parfois patent, toujours latent : le pouvoir des gens, ou du peuple. Certains, parmi le peuple, en prennent conscience, s'associent et agissent avec d'autres et deviennent ainsi citoyens. Les citoyens et leurs associations, ou mouvements, quand ils ne cherchent ni n'exercent le pouvoir gouvernemental ou le pouvoir économique, constituent le tiers système. Contribuant à rendre patent ce qui est latent, le tiers système est une expression du pouvoir autonome du peuple* » (Nerfin, 1986, p. 5).

collaborateur à l'École de planification et de statistiques de Varsovie dans les années 1960.

Le point de départ de Sachs est la dénonciation du « *mal développement des pays dits développés et les conséquences qu'il provoque sur le reste du monde par domination, par effets d'entraînement et par imitation du modèle* » (Sachs, 1980, p.15). Cette crise doit nous amener à questionner la nature de la croissance et à quelles conditions, sociales et écologiques, elle est acceptable. Pour lui, l'écodéveloppement n'est en aucun cas une théorie mais bien une philosophie – ou une éthique – du développement qui doit s'appliquer tant aux pays développés qu'en développement. Il correspond à un projet normatif. Le mal développement qu'il observe est le résultat d'un double gaspillage causé par une mauvaise répartition des richesses. D'un côté, « *les riches surconsommant et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles ; ils le font par surcroît en utilisant très mal de vastes espaces de terres potentiellement agricoles. Les pauvres sous-consommant et, acculés par la misère, ils sur-utilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. La lutte contre le gaspillage apparaît ainsi indissolublement liée à celle contre la misère et contre la mauvaise gestion de l'environnement* » (Sachs, 1980, p. 22).

Mais ce gaspillage qui doit être combattu peut être appréhendé de deux manières. Si l'on considère uniquement l'optique du producteur, le gaspillage se produit dans deux cas : (i) quand un mauvais choix des techniques de production entraîne une utilisation plus importante que nécessaire des facteurs de production ; (ii) quand le produit ne se vend pas, suite à une mauvaise appréciation des débouchés. Mais, souligne Sachs, comme la finalité de la production est le profit, on ne tient pas compte de l'usage que font les acheteurs du bien en question. Or le gaspillage doit être défini à la lumière d'une échelle de valeurs qui découle d'objectifs sociaux déterminés. Munis de ce cadre, il devient possible de juger de l'allocation des ressources. Dès lors, « *on dira qu'il y a gaspillage chaque fois que des ressources rares sont utilisées à la production de produits jugés superflus. Et, symétriquement, on parlera de gaspillage lorsque des ressources abondantes ou potentiellement abondantes ne sont pas valorisées en vue de la production de biens et services jugés essentiels* » (Sachs, 1980, p. 20).

Nous retrouvons ici la vision de Kalecki qui juge indispensable que l'Etat intervienne dans le choix des investissements afin que ceux-ci soient orientés vers la satisfaction des besoins essentiels et la réduction des gaspillages. Cette vision des choses implique également de revenir sur une logique qui, comme l'a magnifiquement montré Kapp (1963), voit les entreprises, dans toute la mesure du possible, internaliser les profits et externaliser les coûts sociaux, ce qui conduit à un pillage en règle des ressources naturelles.

En matière de travail, Sachs adopte une position résolument anti-libérale. Il juge en effet qu'« *à moins de prendre le problème par la racine et de réduire fortement les horaires de travail tout en rééquilibrant la répartition du volume total du travail entre tous*

les intéressés, nous risquons fort d'aboutir (...) à une véritable économie d'apartheid, caractérisée par l'existence d'une minorité de plus en plus productive et une majorité de marginalisés, pris en charge par le Welfare State dans l'hypothèse charitable ou cantonnés derrière des fils de fer barbelés »(Sachs, 1980, p. 133)¹⁶. S'il n'est pas question de refuser le progrès technique, il convient cependant d'en faire un outil au service de la satisfaction des besoins essentiels et du respect de l'environnement. Pour Sachs (1980, p. 133), « les solutions passent aussi par l'imposition d'un contrôle social rigoureux sur les directions du progrès technique : la société de l'avenir devra se servir des découvertes de la science, mais ne pas se laisser dominer par la logique d'un progrès technique jugé uniquement par ses apports à l'accumulation économique ».

Dès lors, l'écodéveloppement doit s'appuyer sur trois piliers (Sachs, 1980, p. 32) : (i) la notion de *self-reliance* favorisant l'autonomie des décisions et l'émergence de modes de développement alternatifs qui tiennent compte du contexte historique, culturel et écologique propre à chaque pays ; (ii) la prise en charge équitable des besoins essentiels de chacun, qu'ils soient matériels ou immatériels, et en particulier celui de se réaliser à travers une vie qui ait un sens¹⁷ ; (iii) la prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature.

La recherche d'un développement endogène, suggérée par la *self reliance*, suppose l'abandon d'une stratégie de développement mimétique, fondée sur une vision rostowienne et dont l'ambition irresponsable et indésirable est de généraliser à l'ensemble de la planète le modèle occidental de développement, ce que Sachs résume de la façon suivante : « Il serait illusoire d'attendre du Sud qu'il résolve ses problèmes sociaux tant qu'il persistera à copier les modes de vie et les modèles de consommation du Nord, tout en dépendant des transferts massifs de techniques du Nord mal adaptées à ses propres réalités » (Sachs, 1997, p. 52). Nous avons pourtant pu constater que cette ambition ne servait que ses promoteurs, les élites du Nord et leurs homologues occidentalisées du Sud, tandis qu'elle fragilisait les populations des pays en développement, et aussi, bien que dans une moindre mesure, des pays

¹⁶ De la même façon, Keynes considère que ce qu'il nomme le chômage technologique, « dû au fait que nous découvrons des moyens d'économiser de la main-d'œuvre à un rythme plus rapide que celui auquel nous lui trouvons de nouveaux emplois » (Keynes, 1930, p. 111), doit conduire à réduire la peine de chacun et à partager le travail afin de pouvoir se consacrer à des activités non économiques. Notons tout de même qu'il apparaît moins enthousiaste dans la *Théorie générale* où, s'il ne rejette pas formellement une politique qui viserait à une réduction du temps de travail, la juge prématurée (Keynes, 1936, p. 326-327). De son côté, Sachs (1980, p. 136) prône « une réduction du temps de travail professionnel et, par conséquent, plus de temps pour l'auto-production hors marché des biens et services dans le secteur domestique et communautaire, et surtout plus de temps disponible pour les activités culturelles, ludiques et la sociabilité ». Polanyi (1944, p. 108) montre quant à lui que le travail, tout comme la terre et la monnaie, ne peut être régulé par le marché.

¹⁷ Comme le note Sachs (1980, p. 68), « le développement est trop souvent perçu comme l'apport à tous des conditions matérielles minima de survie, en termes de nourriture, d'abri, de protection de la santé ; s'y adjoint l'éducation qui permet d'atteindre ces trois objectifs. Cette vue est trop restrictive : l'homme ne vit pas seulement de pain et ses besoins non matériels doivent être pris en considération. Ils comprennent le libre accès à la culture, la possibilité d'exercer une activité créatrice dans un environnement de travail approprié, la convivialité et une participation active à la conduite des affaires publiques ».

développés, et accentuaient la pression sur la nature. A partir d'un point de vue anthropologique, Lévi-Strauss ne dit pas autre chose lorsqu'il note que « *l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification* » (Lévi-Strauss, 1952, p. 84). Les politiques inspirées par le consensus de Washington traduisent cette volonté d'imposer une vision uniforme du développement inspirée par l'Occident. Mais cette « adhésion » au mode de vie occidental « *résulte moins d'une décision libre que d'une absence de choix. La civilisation occidentale a établi ses soldats, ses comptoirs, ses plantations et ses missionnaires dans le monde entier ; elle est, directement ou indirectement, intervenue dans la vie des populations de couleur ; elle a bouleversé de fond en comble leur mode traditionnel d'existence, soit en imposant le sien, soit en instaurant des conditions qui engendraient l'effondrement des cadres existants sans les remplacer par autre chose. Les peuples subjugués ou désorganisés ne pouvaient donc qu'accepter les solutions de remplacement qu'on leur offrait, ou, s'ils n'y étaient pas disposés, espérer s'en rapprocher suffisamment pour être en mesure de les combattre sur le même terrain* » (Lévi-Strauss, 1952, p. 53-54).

De même, la satisfaction des besoins de chacun passe par une meilleure répartition des richesses, donc par une modification du rapport de forces en présence qui fait, de plus en plus, la part belle au marché et aux firmes transnationales. Sachs (1980, p. 125-126) souligne qu'il faut, « *avec clairvoyance et franchise, prendre acte des dépendances majeures actuellement en exercice afin de ne pas ensuite parler de coopération et d'interdépendance comme si on était au départ dans des rapports transparents sur pied d'égalité entre nations et entre peuples. Selon des degrés et des formes variées, la dépendance de beaucoup de pays du tiers-monde à l'égard des plus développés existe par le commerce inégal, par les servitudes technologiques, par le système monétaire et par les investissements, par la faible ou mauvaise industrialisation, par les mass media et les grands moyens de communication à courant dominant, etc. (...) Ainsi par exemple, par le biais soit des firmes multinationales, soit des autres grands systèmes transnationaux, continue à se développer une internationalisation du système productif le plus avancé au profit d'espaces particuliers et de groupes privilégiés : là encore c'est pour une privatisation des bénéfices et avantages et pour une double collectivisation des coûts : au niveau de chaque pays qui supporte les diverses conséquences sociales et humaines de l'emprise d'un système technico-commercial extérieur dominant ; au niveau de la planète entière qui finit par être affectée dans diverses dimensions écologiques importantes. (...) on peut faire le constat que les principaux déséquilibres matériels et politico-économiques actuels de notre monde sont dus en majeure partie à un usage incontrôlé et irresponsable des grands pouvoirs techniques, à une volonté de puissance illimitée des groupes privilégiés qui ont le monopole des moyens, au système technico-industriel et commercial tel qu'il fonctionne* ».

Ce rééquilibrage des pouvoirs suppose que l'Etat, par le biais d'une planification indicative, fixe les grands objectifs et soit le garant de la réalisation de

ces objectifs. Il suppose également un renforcement du poids de la société civile afin d'éviter que l'Etat ne cesse d'agir au nom de l'intérêt général¹⁸.

Enfin, respecter la nature ne signifie pourtant pas, selon Sachs, rompre avec la croissance. L'écodéveloppement ainsi défini est « *équidistant de l'économisme abusif qui n'hésite pas à détruire la nature au nom de profits économiques immédiats et de l'écologisme non moins outrancier qui érige la conservation de la nature en principe absolu au point de sacrifier les intérêts de l'humanité et de rejeter le bien-fondé de l'anthropocentrisme* » (Sachs, 1980, p. 32).

L'écodéveloppement ambitionne en fait de modifier les rapports entre Etat, marché et société civile au profit de cette dernière. Il n'est cependant pas question d'abandonner le marché ou de renforcer exagérément le rôle de l'Etat. Dans ce cadre, le rôle du planificateur est de négocier avec les différentes parties afin d'obtenir une position commune acceptable. Mais pour être efficace, le planificateur doit être attentif à la diversité des situations et se doit de recueillir un maximum d'informations, ce qui suppose une participation la plus large possible des populations locales afin de bien identifier les problèmes et les besoins des populations mais aussi les potentialités du milieu naturel local (Sachs, 1980, p. 32-33 ; Godard, 1998, p. 224)¹⁹. Le tableau 1 ci-dessous fournit une image assez complète de ce que représente l'écodéveloppement pour Sachs.

Tableau 1. Les cinq critères de l'écodéveloppement

Les cinq critères de l'écodéveloppement	
Sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un niveau acceptable d'homogénéité sociale ➤ La distribution équitable des revenus ➤ Le plein emploi ou une sécurité d'emploi assurant un niveau de vie acceptable ➤ L'accès équitable aux ressources et aux services sociaux
Economiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le développement équilibré des différents secteurs de l'économie ➤ La sécurité alimentaire ➤ La capacité de moderniser sans cesse l'appareil de production ➤ Un degré d'autonomie suffisant en matière de recherches scientifiques et technologiques ➤ L'intégration au marché international dans le respect des souverainetés nationales
Ecologiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La protection des capacités de renouvellement des actifs naturels ➤ Le contrôle des limites d'utilisation des ressources non renouvelables

¹⁸ D'une manière générale, la question des institutions et du pouvoir est au cœur de tout processus de développement, comme l'a remarquablement montré Galbraith (1983). Kalecki (1943, 1964, 1966, 1971), de son côté, conditionne tout progrès social à des changements institutionnels conséquents, donc à une évolution du rapport de force entre dominants et dominés favorable à ces derniers. Godard (1998) souligne l'importance que revêt la société civile – définie comme l'ensemble des organisations ne relevant pas de l'Etat et n'étant pas liées au marché ou aux milieux d'affaires – et le planificateur comme pivots de l'écodéveloppement.

¹⁹ Pour Sachs (1980, p. 33), « *l'écodéveloppement postule un effort de recherche mettant en œuvre toutes les possibilités de la science moderne en vue de la satisfaction des besoins réels de la population à partir du potentiel de ressources constitué par son environnement* ».

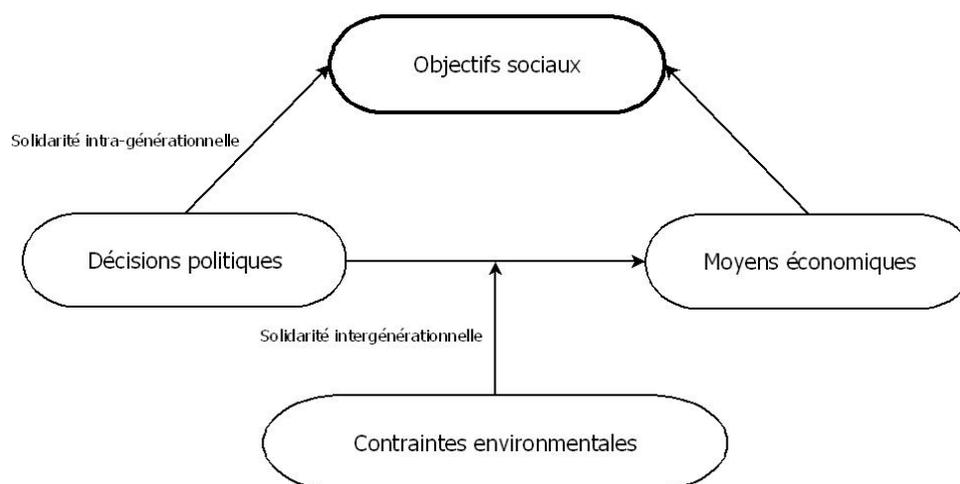
<p>Culturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le changement dans la continuité (équilibre entre le respect des traditions et l'innovation) ➤ La possibilité de concevoir un programme national de façon indépendante : l'autonomie personnelle, l'endogénéité (plutôt que la confiance aveugle dans des modèles étrangers), la confiance en soi alliée à une ouverture sur le monde
<p>Territoriaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'instauration d'un équilibre entre les aménagements ruraux et urbains (renverser les tendances favorisant l'allocation des fonds publics aux zones urbaines) ➤ L'amélioration des paysages urbains ➤ La lutte contre les disparités régionales ➤ L'application de stratégies de développement respectueuses de l'environnement pour les zones écologiques fragiles

Source : d'après Sachs (1997, p. 84-85)

Vers une économie politique du développement soutenable

Eclipsé par une version faible du développement soutenable aujourd'hui décrédibilisée par la crise du néo-libéralisme, l'écodéveloppement porte en lui les germes d'une économie politique du développement soutenable – reposant sur la version forte de celui-ci. En effet, loin d'être dépassé, l'écodéveloppement constitue le socle à partir duquel un processus de développement respectueux des hommes et de la nature pourra voir le jour. Sachs constate que « *le dynamisme conservateur nous pousse à penser que la solution de tous les problèmes consiste en une fuite en avant : plus de la même chose, comme si la croissance économique à elle seule suffisait à tout résoudre, indépendamment de comment elle se fait, à qui elle profite et qui elle sacrifie, quels en sont les contenus, quel est aussi son prix social et environnemental à l'échelle de chaque pays et de la planète entière* » (Sachs, 1980, p. 130-131). Rejetant la croissance comme objectif ultime du développement, il souligne que « *les services sociaux ne sont pas un instrument – un coût – du développement économique ; ils sont un grand objectif du développement en soi* » (Sachs, 1977, p. 284). Sachs s'oppose à une vision linéaire du développement qui fait de la croissance un horizon indépassable, reléguant les aspects sociaux au rang de facteurs de cette croissance tout en étant incapable de raisonner dans un monde où les ressources naturelles sont finies. Pour lui, au contraire, les aspects sociaux représentent les buts ultimes du développement. Ces objectifs sociaux sont le fruit de décisions politiques censées représenter l'opinion générale et exprimer une certaine solidarité intra-générationnelle. Afin d'atteindre ces objectifs sociaux, la sphère politique utilise des moyens économiques qui doivent respecter les contraintes environnementales, ce qu'il résume ainsi : « *Il faut une autre croissance pour un autre développement. (...) Les objectifs du développement sont toujours sociaux, il existe une conditionnalité environnementale qu'il faut respecter, et enfin pour que les choses se fassent, il faut que les solutions envisagées soient économiquement viables* » (Sachs, 2007, p. 252). La figure 1 fournit une représentation de cette économie politique du développement soutenable.

Figure 1. L'économie politique du développement soutenable : une première ébauche



Source : d'après Figuière et Rocca (2011)

Cette approche est confirmée par Polanyi (1944) qui, à partir d'une recherche historique et anthropologique, montre que les relations sociales englobent l'économie. Pour lui, « *l'homme agit, de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin* » (Polanyi, 1944, p. 75). Ce qui signifie que le système économique doit être géré en fonction de mobiles non économiques. Il ajoute que « *les intérêts de classe se rapportent très directement au prestige et au rang, au statut et à la sécurité, c'est-à-dire que, primordialement, ils ne sont pas économiques, mais sociaux* » (Polanyi, 1944, p. 207). Ceci n'est pas sans rappeler l'accent mis par Kalecki sur les « intérêts constitués », donc sur la nécessaire prise en compte des antagonismes sociaux, donc des luttes de pouvoir, dans l'analyse économique. Reprenant la distinction de Lévi-Strauss présentée plus haut, nous pouvons dire que les groupes dominants vont souhaiter opérer une harmonisation sociale – à leur avantage – tandis que les groupes dominés vont tenter d'y résister en revendiquant une certaine diversité. La forme que va prendre la domination n'a que peu d'importance aux yeux de Polanyi car, dans tous les cas, « *il faut d'abord qu'on ait ébranlé le système social et culturel de la vie indigène* » (Polanyi, 1944, p. 239). D'où sa volonté de voir émerger un nouveau monde basé sur « *la collaboration économique entre les Etats et la liberté d'organiser à son gré la vie nationale* » (Polanyi, 1944, p. 326)²⁰. La réussite de

²⁰ Keynes rejoint cette position. Il considère en effet que « *si les nations pouvaient apprendre à maintenir le plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure (...), il ne devrait pas y avoir de force économique importante propre à dresser les intérêts des divers pays les uns contre les autres. (...) Le commerce international cesserait d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur des pays en stimulant les ventes et en restreignant les achats au-dehors ; moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. Il deviendrait un échange de marchandises et de services, réalisés librement et sans obstacle, en des conditions comportant des avantages réciproques* » (Keynes, 1936, p. 374-375).

l'écodéveloppement dépend donc d'une bonne appréhension des relations de pouvoir existant entre groupes sociaux au sein d'un pays mais aussi entre pays eux-mêmes²¹. L'écodéveloppement montre qu'au-delà des aspects strictement économiques, l'avènement d'un modèle de développement soutenable suppose une action politique visant à préserver une structure sociale aussi stable que possible. Cela suppose d'intégrer les questions du pouvoir et des rapports de force entre classes sociales constituées ou bien entre sociétés différentes²², donc de privilégier la coopération sur la compétition. Raison pour laquelle il est impératif de rejeter l'approche néo-libérale du développement soutenable et de renouer avec l'écodéveloppement.

Références bibliographiques

- BERR E. (2009a), « Le développement soutenable dans une perspective post keynésienne : retour aux sources de l'écodéveloppement », *Économie appliquée*, tome LXII, n°3, p.221-244.
- BERR E. (2009b), « Keynes and Sustainable Development », *International Journal of Political Economy*, vol.38, n°3, p.22-38.
- BERR E. (2011), « Pouvoir et domination dans les politiques de développement », *Cahiers du GREThA*, n°2011-04, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- BOULDING K.E. (1989), *Three Faces of Power*, Londres, Sage Publications.
- CMED (1987), *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.
- COMELIAU C., SACHS I. (dir.) (2000), *Histoire, culture, styles de développement*, Paris, L'Harmattan.
- FIGUIERE C., ROCCA M. (2011), « Quatre propositions pour préciser le projet de socio-économie politique du développement durable », communication au colloque « Le développement durable vu par les économistes : débats et controverses », Université Blaise Pascal - IUFM d'Auvergne, 15 et 16 décembre 2011.
- GALBRAITH J.K. (1983), *Anatomie du pouvoir*, in Galbraith (2007), *Economie hétérodoxe*, trad. fr., Paris, Seuil.
- GODARD O. (1998), « L'écodéveloppement revisité », *Economies et Sociétés*, série F, n°36, p.213-229.
- GOLDSMITH E., ALLEN R. (1972), *A Blueprint for Survival*, Londres, Penguin Books.
- KALECKI M. (1943), « Political aspects of full employment », in Kalecki (1971), *Selected essays on the dynamics of the capitalist economy 1933-1970*, Cambridge, Cambridge University press, p.138-145.
- KALECKI M., (1964), « Observations on social and economic aspects of 'intermediate regimes' », in Osiatynski J. (dir.), (1993), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.
- KALECKI M., (1966), « The difference between crucial economic problems of developed and underdeveloped non-socialist economies », in Osiatynski J. (dir.), (1993), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.
- KALECKI M., (1971), « Class struggle and distribution of national income », in Osiatynski J. (dir.), (1991), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. II, Capitalism, Oxford, Clarendon press.
- KAPP K.W. (1963), *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1976.
- KEYNES J.M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.
- LEVI-STRAUSS C. (1952), *Race et histoire*, Paris, folio essais, 1987.
- MEADOWS D. et al. (1972), *Halte à la croissance*, Paris, Fayard.
- NERFIN M. (1986), « Ni prince ni marchand : citoyen. Une introduction au tiers système », *IFDA dossiers*, n°56.
- PNUE (2002), *L'avenir de l'environnement mondial 3*, Bruxelles, De Boeck.

²¹ Pour une proposition de typologie des relations de pouvoir, voir Berr (2011).

²² Voir à ce propos Galbraith (1983), Boulding (1989), Kalecki (1943, 1964, 1971), Polanyi (1944), Lévi-Strauss (1952).

- PNUE-CNUCED (1974), *Patterns of Resource Use, Environment and Development Strategies*, Conférence de Cocoyoc, Mexique.
- POLANYI K. (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- RAPPORT DAG HAMMARSKJÖLD (1975), *Que faire : un autre développement*, Uppsala, Fondation Dag Hammarskjöld.
- RIST G. (2013), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 4^{ème} édition.
- SACHS I. (1977), *Pour une économie politique du développement*, Paris, Flammarion.
- SACHS I. (1980), *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Editions économie et humanisme/Les éditions ouvrières.
- SACHS I. (1989), *Initiation à l'écodéveloppement*, Paris, Privat
- SACHS I. (1997), *L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXI^e siècle*, Paris, Syros, 2^e édition.
- SACHS I. (2007), *La troisième rive. À la recherche de l'écodéveloppement*, Paris, Bourin éditeur.
- VIVIEN F.-D. (2003), « Jalons pour une histoire de la notion de développement durable », *Mondes en Développement*, vol.31, n°121, p.1-21.
- VIVIEN F.-D. (2005), *Le développement soutenable*, Paris, La Découverte, coll. Repères.
- WARD B., DUBOS R. (1972), *Nous n'avons qu'une terre*, Paris, Denoël.